

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 4 mars 2019 relatif aux modalités de séjour des jeunes au pair prévues par l'article L. 313-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

NOR : INTV1905909A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair, notamment son article 16 ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 313-9 et R. 313-12,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le modèle de la convention conclue entre le jeune au pair et la famille d'accueil, qui fixe les modalités de l'accord entre les deux parties pour la durée du séjour, ainsi que son annexe, figurent en annexe du présent arrêté.

Une notice précise les modalités de renseignement de la convention.

Art. 2. – Le montant mensuel de l'argent de poche à prendre en compte pour l'application du II de l'article R. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile s'élève à 320 euros.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 4 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des étrangers en France,
P.- A. MOLINA*

ANNEXE



Ministère de l'intérieur



n° 15973*01

CONVENTION CONCLUE ENTRE LE JEUNE AU PAIR ET LA FAMILLE D'ACCUEIL :**initiale** **renouvellement**

(articles L. 313-9 et R. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)

IMPORTANT : article 441-6 du code du pénal : Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

1. Le jeune au pair

Nom de famille :	Prénom(s) :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
Né (e) le : à	Pays :	Nationalité :
Adresse dans le pays d'origine :		
Adresse électronique :	Téléphone :	

2. La famille d'accueil (parents et membre(s) de la famille)

Parent 1 :		
Nom de famille :	Prénom(s) :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
Né (e) le : à	Pays :	Nationalité :
Profession :		
Adresse électronique :	Téléphone :	
Parent 2 :		
Nom de famille :	Prénom(s) :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
Né (e) le : à	Pays :	Nationalité :
Profession :		
Adresse électronique :	Téléphone :	

Composition de la famille : __ adulte (s) __ enfant (s) /âgés de __ à __ ans dont nombre d'enfants de moins de 3 ans __
 Le cas échéant, salarié(s) aide à la personne ou employé(s) à domicile : __

3. Logement de la famille d'accueil (conditions d'accueil du jeune au pair)

<input type="checkbox"/> Appartement <input type="checkbox"/> Maison individuelle	Nombre de pièces dans le logement : __
Adresse :	Code postal : Commune :
Chambre individuelle du jeune au pair : surface __ m ² , __ fenêtre(s)	
Salle de bain : <input type="checkbox"/> individuelle <input type="checkbox"/> partagée avec :	

4. Organisation des activités et des tâches effectuées par le jeune au pair

Travaux ménagers liés à la vie quotidienne d'enfants de plus de trois ans : __/heures/semaine	
Tâches effectuées :	
Nombre de jour(s) de repos /semaine __ jour(s)	
Montant de l'argent de poche versé __ euros/mois	Jour de versement:
Enseignement suivi (si information connue) : _____	Nombre d'heures __ / mois
Etablissement : _____ n° _____ (UAI ou Siret)	Site internet : www.
Adresse de l'établissement :	Code postal : Commune :

5. Durée de la convention et modalités de rupture anticipée

Durée de la convention : __ mois	Date de début de la convention :	Date de fin de la convention :
D'un commun accord, les deux parties peuvent mettre fin à la convention.		
En cas de faute lourde par une des parties, l'autre partie pourra immédiatement mettre fin à la convention.		
En cas de manquement aux engagements de la présente convention par une partie, la rupture de celle-ci prend fin au bout d'un délai qui permette aux deux parties de prendre les dispositions nécessaires, et qui ne peut être inférieur à une semaine.		
Le service des étrangers de la préfecture compétente en sera avisé.		



Ministère de l'intérieur



n° 15973*01

CONVENTION CONCLUE ENTRE LE JEUNE AU PAIR ET LA FAMILLE D'ACCUEIL :

initiale renouvellement

(articles L. 313-9 et R. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)

6. Engagements et obligations des signataires de la présente convention

6-1. Les parents de la famille d'accueil

Attestent sur l'honneur :

- ne posséder aucun lien de parenté avec le jeune au pair,
- que la langue employée dans le foyer est le français,
- avoir pris connaissance des dispositions du code pénal sanctionnant la traite des êtres humains (en annexe de la présente convention).

S'engagent à :

- nourrir et loger le jeune au pair pendant toute la durée de validité de la convention,
- supporter la charge financière de l'assurance maladie prise par le jeune au pair,
- en cas de maladie du jeune au pair, à continuer à lui assurer le logement et la nourriture jusqu'à ce que les arrangements nécessaires aient pu être pris,
- ce que l'emploi du temps du jeune au pair lui permette de parfaire sa connaissance de la culture, de la langue, et de la société française,
- laisser au jeune au pair la possibilité d'assister à des cours,
- laisser au jeune au pair toutes facilités pour l'exercice de son culte,
- verser chaque mois à échéance fixe l'argent de poche au jeune au pair.

Se portent garants du :

- jeune au pair en ce qui concerne ses frais de subsistance, de logement, ou les risques d'accident.

Fait à _____ le _____

Signature du parent 1 :

Fait à _____ le _____

Signature du parent 2 :

6-2. Le jeune au pair

Atteste sur l'honneur :

- ne posséder aucun lien de parenté avec la famille d'accueil,
- avoir pris connaissance des dispositions du code de procédure pénale relatives aux droits garantis aux victimes de traite d'êtres humains, et les coordonnées des associations spécialisées dans l'assistance aux victimes (en annexe de la présente convention).

S'engage à :

- effectuer les tâches mentionnées au 5° de la présente convention.

Fait à _____ le _____

Signature du jeune au pair :

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Formulaire à joindre signé par l'ensemble des parties prenantes à la demande de visa ou de titre de séjour présentée par le ressortissant



Ministère de l'intérieur



n° 15973*01

CONVENTION CONCLUE ENTRE LE JEUNE AU PAIR ET LA FAMILLE D'ACCUEIL :

initiale **renouvellement**

(articles L. 313-9 et R. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)

Aide au renseignement des rubriques du formulaire

Le formulaire CERFA contient obligatoirement la demande (**feuilles 1 et 2**) et **doit comporter toutes les rubriques renseignées** en ligne.

La demande est imprimée et signée par l'ensemble des parties prenantes

1 Le jeune au pair :

Les éléments d'identité sont ceux transcrits sur le passeport ou le titre de séjour.
L'âge du jeune au pair doit être compris entre 18 et 30 ans.

2 La famille d'accueil (parents et membres de famille) :

Il doit être indiqué la composition de la famille, notamment le nombre d'enfants avec l'échelonnement des âges (ex : de 4 ans à 6 ans) en précisant le nombre d'enfants âgés de moins de 3 ans.
Le cas échéant, préciser si il y a des salarié(s) aide à la personne ou employé(s) à domicile. Indiquez 0 en cas d'occurrence négative.
Le jeune au pair ne doit pas s'occuper des enfants de moins de trois ans, des personnes âgées, handicapées, ou en situation de dépendance.

3 Le logement de la famille d'accueil (parents et membre(s) de la famille) :

Cochez la situation du logement et les conditions d'hébergement du jeune au pair.
La surface habitable minimale de la chambre mise à sa disposition doit être de de 9m², avec au moins une fenêtre.

4 Organisation des activités et des tâches effectuées par le jeune au pair :

La durée maximale hebdomadaire consacrée aux tâches de la famille est de 25 heures par semaine.
Le jeune au pair doit disposer au minimum d'une journée complète de repos chaque semaine.
Le jeune au pair doit disposer du temps nécessaire pour assister à des cours dans les disciplines de son choix.
Le montant minimal mensuel d'argent de poche est fixé dans l'arrêté du ministre de l'intérieur relatif aux modalités de séjour des jeunes au pair.

5 Durée de la convention et modalités de rupture anticipée :

La durée initiale de la convention ne peut excéder un an.
Si la durée initiale était inférieure à un an, sa prolongation devra être jointe à la demande de prolongation de visa demandée à la préfecture du domicile de la famille.
En cas prolongation du séjour au-delà d'un an, une nouvelle convention d'une durée maximale d'un an peut être conclue au moment du renouvellement du titre de séjour qui devra être demandée à la même préfecture.
Au total, le séjour en tant que jeune au pair ne peut excéder deux ans.

6 Engagements et obligations des signataires de la présente convention :

Cochez chaque engagement et obligation avant de signer

⇒ **COORDONNEES D'ASSOCIATIONS SPECIALISEES DANS L'ASSISTANCE AUX VICTIMES**

Numéro VICTIMES du Ministère de la Justice : **01 41 83 42 08**

Cette plateforme téléphonique s'adresse à toutes les victimes d'infractions, quelle que soit la forme de l'agression ou le préjudice subi.

Il s'agit du dispositif téléphonique national de prise en charge des victimes d'infractions pénales.

Il est géré par France Victimes, la fédération nationale des associations d'aide aux victimes et de médiation.

Il offre une écoute anonyme et confidentielle aux victimes, sans jugement, qui a pour objectif de libérer la parole et d'identifier les besoins, afin de proposer une mise en relation avec les associations d'aide aux victimes et/ou tout service partenaire susceptible d'y répondre.

L'annuaire des associations d'aides aux victimes répertoriées par le Ministère de la Justice est disponible à cette adresse :

<http://www.annuaire.justice.gouv.fr/annuaire-12162/annuaire-des-associations-daide-aux-victimes-21769.html>

ANNEXE : rappel des dispositions applicables du code pénal

1) Dispositions du code pénal relatives à la traite d'êtres humains, à la réduction en esclavage et au travail forcé**Article 224-1 A**

La réduction en esclavage est le fait d'exercer à l'encontre d'une personne l'un des attributs du droit de propriété.

La réduction en esclavage d'une personne est punie de vingt années de réclusion criminelle.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatif à la période de sûreté sont applicables à l'infraction prévue au présent article.

Article 224-1 B

L'exploitation d'une personne réduite en esclavage est le fait de commettre à l'encontre d'une personne dont la réduction en esclavage est apparente ou connue de l'auteur une agression sexuelle, de la séquestrer ou de la soumettre à du travail forcé ou du service forcé.

L'exploitation d'une personne réduite en esclavage est punie de vingt années de réclusion criminelle.

Les deux premiers alinéas de l'article 132-23 relatif à la période de sûreté sont applicables à l'infraction prévue au présent article.

Article 225-4-1

I. - La traite des êtres humains est le fait de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir à des fins d'exploitation dans l'une des circonstances suivantes :

1° Soit avec l'emploi de menace, de contrainte, de violence ou de manoeuvre dolosive visant la victime, sa famille ou une personne en relation habituelle avec la victime ;

2° Soit par un ascendant légitime, naturel ou adoptif de cette personne ou par une personne qui a autorité sur elle ou abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

3° Soit par abus d'une situation de vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, apparente ou connue de son auteur ;

4° Soit en échange ou par l'octroi d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage.

L'exploitation mentionnée au premier alinéa du présent I est le fait de mettre la victime à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre la victime des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, de réduction en esclavage, de soumission à du travail ou à des services forcés, de réduction en servitude, de prélèvement de l'un de ses organes, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre la victime à commettre tout crime ou délit.

La traite des êtres humains est punie de sept ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.

II. - La traite des êtres humains à l'égard d'un mineur est constituée même si elle n'est commise dans aucune des circonstances prévues aux 1° à 4° du I.

Elle est punie de dix ans d'emprisonnement et de 1 500 000 € d'amende.

Article 225-4-2

I. L'infraction prévue au I de l'article 225-4-1 est punie de dix ans d'emprisonnement et de 1 500 000 € d'amende lorsqu'elle est commise dans deux des circonstances mentionnées aux 1° à 4° du même I ou avec l'une des circonstances supplémentaires suivantes :

1° A l'égard de plusieurs personnes ;

2° A l'égard d'une personne qui se trouvait hors du territoire de la République ou lors de son arrivée sur le territoire de la République ;

3° Lorsque la personne a été mise en contact avec l'auteur des faits grâce à l'utilisation, pour la diffusion de messages à destination d'un public non déterminé, d'un réseau de communication électronique ;

4° Dans des circonstances qui exposent directement la personne à l'égard de laquelle l'infraction est commise à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente ;

5° Avec l'emploi de violences qui ont causé à la victime une incapacité totale de travail de plus de huit jours ;

6° Par une personne appelée à participer, par ses fonctions, à la lutte contre la traite ou au maintien de l'ordre public ;

7° Lorsque l'infraction a placé la victime dans une situation matérielle ou psychologique grave.

II. L'infraction prévue au II de l'article 225-4-1 est punie de quinze ans de réclusion criminelle et de 1 500 000 € d'amende lorsqu'elle a été commise dans l'une des circonstances mentionnées aux 1° à 4° du I ou dans l'une des circonstances mentionnées aux 1° à 7° du I du présent article.

Article 225-4-3

L'infraction prévue à l'article 225-4-1 est punie de vingt ans de réclusion criminelle et de 3 000 000 euros d'amende lorsqu'elle est commise en bande organisée.

Article 225-4-4

L'infraction prévue à l'article 225-4-1 commise en recourant à des tortures ou à des actes de barbarie est punie de la réclusion criminelle à perpétuité et de 4 500 000 euros d'amende.

Article 225-4-5

Lorsque le crime ou le délit qui a été commis ou qui devait être commis contre la personne victime de l'infraction de traite des êtres humains est puni d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à celle de l'emprisonnement encouru en application des articles 225-4-1 à 225-4-3, l'infraction de traite des êtres humains est punie des peines attachées aux crimes ou aux délits dont son auteur a eu connaissance et, si ce crime ou délit est accompagné de circonstances aggravantes, des peines attachées aux seules circonstances aggravantes dont il a eu connaissance.

Article 225-4-6

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies à la présente section encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38, les peines prévues par l'article 131-39.

2) Dispositions du code de procédure pénale relatives aux droits garantis aux victimes**Article 10-2**

Les officiers et les agents de police judiciaire informent par tout moyen les victimes de leur droit : 1° D'obtenir la réparation de leur préjudice, par l'indemnisation de celui-ci ou par tout autre moyen adapté, y compris, s'il y a lieu, une mesure de justice restaurative ;

2° De se constituer partie civile soit dans le cadre d'une mise en mouvement de l'action publique par le parquet, soit par la voie d'une citation directe de l'auteur des faits devant la juridiction compétente ou d'une plainte portée devant le juge d'instruction ;

3° D'être, si elles souhaitent se constituer partie civile, assistées d'un avocat qu'elles peuvent choisir ou qui, à leur demande, est désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats près la juridiction compétente, les frais étant à la charge des victimes sauf si elles remplissent les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle ou si elles bénéficient d'une assurance de protection juridique ;

4° D'être aidées par un service relevant d'une ou de plusieurs collectivités publiques ou par une association conventionnée d'aide aux victimes ;

5° De saisir, le cas échéant, la commission d'indemnisation des victimes d'infraction, lorsqu'il s'agit d'une

infraction mentionnée aux articles 706-3 ou 706-14 du présent code ;

6° D'être informées sur les mesures de protection dont elles peuvent bénéficier, notamment les ordonnances de protection prévues au titre XIV du livre Ier du code civil. Les victimes sont également informées des peines encourues par les auteurs des violences et des conditions d'exécution des éventuelles condamnations qui pourraient être prononcées ;

7° Pour les victimes qui ne comprennent pas la langue française, de bénéficier d'un interprète et d'une traduction des informations indispensables à l'exercice de leurs droits ;

8° D'être accompagnées chacune, à leur demande, à tous les stades de la procédure, par leur représentant légal et par la personne majeure de leur choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente ;

9° De déclarer comme domicile l'adresse d'un tiers, sous réserve de l'accord exprès de celui-ci.

Article 10-3

Si la partie civile ne comprend pas la langue française, elle a droit, à sa demande, à l'assistance d'un interprète et à la traduction, dans une langue qu'elle comprend, des informations qui sont indispensables à l'exercice de ses droits et qui lui sont, à ce titre, remises ou notifiées en application du présent code.

L'autorité qui procède à l'audition de la partie civile ou devant laquelle cette personne comparait s'assure que la personne parle et comprend la langue française.

A titre exceptionnel, il peut être effectué une traduction orale ou un résumé oral des informations mentionnées au premier alinéa.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par un décret, qui définit notamment les pièces essentielles devant faire l'objet d'une traduction.

Article 10-4

A tous les stades de l'enquête, la victime peut, à sa demande, être accompagné par son représentant légal et par la personne majeure de son choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente.

Article 10-5

Dès que possible, les victimes font l'objet d'une évaluation personnalisée, afin de déterminer si elles ont besoin de mesures spécifiques de protection au cours de la procédure pénale.

L'autorité qui procède à l'audition de la victime recueille les premiers éléments permettant cette évaluation. Au vu de ces éléments, l'évaluation peut être approfondie, avec l'accord de l'autorité judiciaire compétente.

La victime est associée à cette évaluation. Le cas échéant, l'association d'aide aux victimes requise par le procureur de la République ou le juge d'instruction en application de l'article 41 y est également associée ; son avis est joint à la procédure.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.

3) Dispositions relatives aux sanctions pénales encourues par la famille d'accueil en cas d'abus**Article 225-13**

Le fait d'obtenir d'une personne, dont la vulnérabilité ou l'état de dépendance sont apparents ou connus de l'auteur, la fourniture de services non rétribués ou en échange d'une rétribution manifestement sans rapport avec l'importance du travail accompli est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Les personnes physiques ou morales coupables du délit prévu à la présente section encourent également la peine complémentaire suivante : interdiction de l'activité de prestataire de formation professionnelle continue au sens de l'article L. 6313-1 du code du travail pour une durée de cinq ans.

Article 225-14

Le fait de soumettre une personne, dont la vulnérabilité ou l'état de dépendance sont apparents ou connus de l'auteur, à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.

Article 225-14-1

Le travail forcé est le fait, par la violence ou la menace, de contraindre une personne à effectuer un travail sans rétribution ou en échange d'une rétribution manifestement sans rapport avec l'importance du travail accompli. Il est puni de sept ans d'emprisonnement et de 200 000 € d'amende.

Article 225-14-2

La réduction en servitude est le fait de faire subir, de manière habituelle, l'infraction prévue à l'article 225-14-1 à une personne dont la vulnérabilité ou l'état de dépendance sont apparents ou connus de l'auteur. Elle est punie de dix ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende.

Article 225-15

Les infractions définies aux articles 225-13 et 225-14 sont punies de sept ans d'emprisonnement et de 200 000 euros d'amende lorsqu'elles sont commises à l'égard de plusieurs personnes.

Lorsqu'elles sont commises à l'égard d'un mineur, elles sont punies de sept ans d'emprisonnement et de 200 000 euros d'amende.

Lorsqu'elles sont commises à l'égard de plusieurs personnes parmi lesquelles figurent un ou plusieurs mineurs, elles sont punies de dix ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende.

Article 225-15-1

Pour l'application des articles 225-13 et 225-14, les mineurs ou les personnes qui ont été victimes des faits décriés par ces articles à leur arrivée sur le territoire français sont considérés comme des personnes vulnérables ou en situation de dépendance.

Article 222-19

Le fait de causer à autrui, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, une incapacité totale de travail pendant plus de trois mois est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

En cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende.

Article 222-20

Le fait de causer à autrui, par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement, une incapacité totale de travail d'une durée inférieure ou égale à trois mois, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.